

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 NÎMES
uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

Nîmes, le 22 avril 2025

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/04/2025

Contexte et constats

Publié sur 

SPUR ENVIRONNEMENT

ZA Corata
30250 Sommières

Références : SC/2025-04-213

Code AIOT : 0006600773

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/04/2025 dans l'établissement SPUR ENVIRONNEMENT implanté ZA Corata 30250 Sommières.

Cette inspection a été réalisée dans le cadre d'une action régionale portant sur le risque incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SPUR ENVIRONNEMENT
- ZA Corata 30250 Sommières
- Code AIOT : 0006600773 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : IED

La société SPUR ENVIRONNEMENT exploite un centre de transit de déchets dangereux et non dangereux sur le site actuel depuis 1986. Les activités exercées dans l'établissement sont :

- la collecte des déchets dangereux et non dangereux,
- le transit et le regroupement de déchets dangereux réceptionnés en vrac ou conditionnés,

– le transit et le regroupement de déchets non dangereux.

Le fonctionnement des installations est réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°13.139N du 29 juillet 2013 autorisant la société SARP MÉDITERRANÉE ATO la poursuite de l'exploitation d'un centre de transit et de regroupement de déchets dangereux et non dangereux.

Les dispositions de cet arrêté ont été complétées par l'arrêté préfectoral n°18.006N du 17 janvier 2018 et l'arrêté préfectoral n°21-007-DREAL du 18 février 2021 suite aux modifications apportées aux installations du site.

Thèmes de l'inspection : AR - 7 | Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de

contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande d'action corrective	3 Mois
5	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective	1 Mois
6	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58	Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
8	Moyens d'accès et de circulation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 62	Demande d'action corrective	3 Mois
9	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Demande d'action corrective	1 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Exercice de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	
3	Etat de stock des déchets	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10	
4	Confinement externe	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis	
7	Contrôle d'accès	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 61	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite a permis de vérifier si certaines dispositions portant sur la prévention du risque incendie, sont respectées.

A l'issue de l'inspection, il apparaît que l'exploitant devra mettre en oeuvre des actions correctives portant sur le bon état des moyens de lutte contre l'incendie et sur la complétude des documents en lien avec le risque incendie, comme le plan de défense incendie, le plan de localisation des risques, le plan de circulation au sein de l'établissement, le plan d'emplacement des moyens de lutte contre l'incendie.

Par ailleurs, des justifications sont attendues sur la formation du personnel, en particulier celle des Equipiers de Seconde Intervention.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
Thème(s) : Risques accidentels - Dispositifs de prévention des accidents
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum:</p> <ul style="list-style-type: none">- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir);- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées;- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement;- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre;- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en oeuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie; - le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre;- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité; - les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler;- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement; - le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir;- le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a rédigé un plan de défense incendie (PDI) en date du 1^{er} avril 2025. À la lecture du document, il apparaît que le document ne répond pas à tous les points listés dans cet article, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- le plan des réseaux d'eaux sur lequel devront figurer le réseau d'eaux pluviales, les regards et les caniveaux de collecte, les deux séparateurs à hydrocarbures, le réseau d'eaux usées, le réseau AEP associé aux différents points d'alimentation en eau, le bassin de rétention, les pompes de relevage, les éventuelles vannes de barrage ;- un plan de localisation des organes de coupure de sécurité (TGBT, chaufferie, coupure générale eau...) ;- le plan d'implantation des moyens de lutte contre l'incendie sur lequel seront reportés les extincteurs/extincteurs sur roues, le RIA, le PIA, le système automatisé de canons à eau, la bache d'eau, les raccords d'alimentation en eau des appareils, les détecteurs de fumées, le désenfumage et les commandes manuelles ;- la justification des compétences du personnel susceptible d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment la

justification du nombre de personnes « Equipier de Première Intervention » (pouvant manipuler les extincteurs) et de personnes « Equipier de Seconde Intervention » (pouvant manipuler les RIA/PIA) ;

– les modalités selon lesquelles l'état des matières stockées tel que présenté le jour de l'inspection est tenu à la disposition du SDIS et de l'inspection,

– les scénarios d'incendie étudiés dans le DDAE de 2011 notamment ceux relatifs à un incendie du stockage de consommables, de l'armoire de stockage des liquides inflammables/diluants et des cuves aériennes.

Par ailleurs, l'organisation en cas d'incident ou de sinistre définie par l'exploitant, devra être complétée par une procédure d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluide), ainsi que par les tâches à faire exécuter par les équipiers de seconde intervention.

Enfin, le plan de masse figurant dans le PDI devra être mis à jour en reportant l'emplacement de toutes les bennes de stockage au droit du parc extérieur.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites


Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 Mois


N° 2 : Exercice de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6
Thème(s) : Risques accidentels - Dispositifs de prévention des accidents
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en oeuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans. Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en oeuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus. Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manoeuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un exercice de défense incendie a été effectué le 26 septembre 2023 dont le thème était un départ de feu dans une benne de déchets souillés et pâteux. Un compte rendu a été rédigé à l'issue de l'exercice qui mentionne les points positifs, les axes d'amélioration et les actions correctives décidées.</p> <p>L'exploitant a été interrogé sur les actions correctives découlant des axes d'amélioration lesquels ont porté sur la communication par talkie-walkie plutôt que le déplacement physique pour alerter le responsable du site, et la sécurité avec la nécessité de mettre en place un système de détection précoce afin d'éviter l'exposition du personnel en cas d'intervention.</p> <p>Les actions correctives mises en oeuvre fin 2024 ont consisté en l'installation de caméras thermiques sur tout le site et d'un système automatisé de canons d'extinction à eau au niveau des deux bennes de stockage de déchets d'emballages souillés et imprégnés (2 canons par benne). Suite à l'exercice, une causerie a été organisée le 2 octobre 2023 pour rappeler au personnel l'utilisation des talkies-walkies.</p> <p>L'exploitant prévoit la réalisation d'un nouvel exercice avant la fin de l'année 2025, avec éventuellement la participation des pompiers de Sommières.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 3 : Etat de stock des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10
Thème(s) : Risques accidentels - Dispositifs de prévention contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2718, 2790 ou 2791 sont soumises aux dispositions suivantes. En complément du registre prévu à l'article L. 541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition à l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'établissement dispose d'un fichier informatique qui permet de comptabiliser l'ensemble des stocks de déchets présents sur le site. Le fichier mentionne notamment les informations suivantes: les zones de stockage des déchets (hangar, zone bennes, bâtiment de transit, armoire des solvants, transit extérieur, zone parc, cuves aériennes et cuves enterrées, atelier), la typologie du déchet, la quantité présente sur le site, l'unité (en tonne), la quantité maximale fixée dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 janvier 2018, le taux de remplissage en pourcentage.</p> <p>Les quantités renseignées dans le fichier sont obtenues lors de la pesée des déchets à leur arrivée sur le site. Une étiquette est alors apposée sur le déchet reprenant la quantité et la typologie du déchet.</p> <p>Cet état des stocks est mis à jour tous les jours. Pour cela, les trois agents d'exploitation du site passent en revue toutes les étiquettes apposées sur les déchets entreposés dans les différentes zones de stockage définies par l'exploitant et listées supra, afin de relever les quantités mentionnées.</p> <p>Par sondage, l'inspection a constaté la cohérence des quantités de produits stockés et des quantités indiquées dans l'état des stocks pour les déchets d'amiante et les diluants.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 4 : Confinement externe

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis
Thème(s) : Risques accidentels - Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>En cas de dispositif de confinement externe :</p> <ul style="list-style-type: none">- les eaux et écoulements sont collectés, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. Les orifices d'écoulement issus de la ou des capacités de confinement sont munis d'un dispositif d'obturation pour assurer ce confinement ;- tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie vers le dispositif de confinement par les écoulements ;- en cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, les dispositifs sont positionnés ou protégés de manière à résister aux effets auxquels ils sont susceptibles d'être soumis. Leurs dispositifs de commande sont accessibles en toute circonstance. L'exploitant est en mesure de justifier d'un entretien et d'une maintenance adaptés de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements ;- l'exploitant intègre aux consignes de sécurité prévues à l'article 59 du présent arrêté, les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des systèmes de relevage autonome ou les dispositifs d'obturation, le cas échéant.
<p>Constats :</p> <p>En cas d'incendie, les eaux d'extinction incendie issues du centre de transit, de la plate-forme de transit, du hangar et des zones de stockage extérieures seraient collectées sur le site par les caniveaux et regards présents au droit de ces zones et seraient ensuite confinées via le réseau d'eaux pluviales, dans le bassin de rétention de 240 m3 situé en partie sud-ouest du site.</p> <p>La vanne d'obturation initialement présente sur l'exutoire du bassin a été supprimée. Désormais, les eaux collectées dans le bassin sont rejetées vers le milieu naturel (fossé bordant le site) au moyen d'une pompe de relevage à actionner manuellement.</p> <p>L'exploitant procède régulièrement à des vérifications visuelles du niveau d'eau dans le bassin, notamment en cas d'épisodes pluvieux afin que le bassin puisse garder sa pleine capacité. Les opérations de vidange dans le milieu naturel ne sont réalisées qu'à la condition que les analyses de la qualité des eaux soient conformes. De plus, le bassin fait l'objet d'un nettoyage complet annuellement lors duquel le bon état du géotextile et son étanchéité sont contrôlés.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 5 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Risques accidentels - Dispositifs de prévention contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.</p> <p>« Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>« La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a établi sous format papier, un plan de localisation recensant les zones avec un risque d'incendie et les zones de stockage de produits chimiques. Les zones à risque d'incendie englobent tous les bâtiments de stockage des déchets (hangar, centre de tri, plateforme de transit, zone de stockage des déchets conditionnés) et les aires extérieures. Les zones de stockage de produits chimiques concernent les emplacements où sont entreposés des déchets dangereux.</p> <p>Les consignes à observer au sein de ces zones ne sont pas indiquées à leur entrée ou à l'intérieur des locaux identifiés. Néanmoins, un panneau général est mis en place mentionnant notamment l'interdiction de fumer, l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, ainsi que l'obligation de port de certains équipements de protection individuelle.</p> <p>Le plan de localisation des risques ne mentionne pas de zone susceptible d'être à l'origine d'explosion. Toutefois, lors de la visite terrain, il est constaté que l'armoire de stockage des diluants est identifiée comme une zone ATEX avec un affichage contenant le pictogramme au format réglementaire et les mentions d'avertissement.</p> <p>L'exploitant devra donc reporter cette zone à atmosphère explosive sur le plan de localisation des risques.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 Mois


N° 6 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58
Thème(s) : Risques accidentels - Formation du personnel
Prescription contrôlée : Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens
Constats : Selon les documents présentés par l'exploitant (attestations de formation), cinq personnes du site de Sommières sont formées à la manipulation des extincteurs. Cette formation est définie comme une formation « Équipier de Première Intervention » (EPI) avec un recyclage tous les 5 ans. La dernière session de formation EPI a été dispensée le 15 juin 2023 par l'organisme C2F Formation. La manipulation des RIA/PIA est réservée aux équipiers de seconde intervention (ESI). Sur le site de Sommières, deux personnes seraient ESI, le chimiste et un agent d'exploitation. Seule l'attestation de formation du chimiste en date du 13 janvier 2022 a pu être consultée. Il s'agissait d'un recyclage à repasser tous les 5 ans, organisé par le SDIS des Bouches-du-Rhône. L'attestation de formation de l'agent d'exploitation justifiant de son habilitation à manipuler les RIA/PIA, devra être transmise à l'inspection. S'agissant des risques chimiques, l'exploitant a indiqué que l'ensemble du personnel du site de Sommières est formé en interne. Vu les feuilles d'émargement datées du 01/02/2022, du 26/07/2023 et du 11/01/2024.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 Mois

N° 7 : Contrôle d'accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 61
Thème(s) : Risques accidentels - Contrôle des accès
Prescription contrôlée : « L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès aux installations, les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre. Cette disposition ne s'applique pas aux installations classées soumises à l'une ou plusieurs des rubriques 2101 à 2150, ou 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. »
Constats : Le site possède sur son pourtour une clôture d'une hauteur de 2 m et trois accès distincts : le 1 ^{er} est destiné aux piétons et véhicules légers, le 2 ^e aux poids lourds venant pour les chargements/déchargements de déchets et le 3 ^e à l'intervention des services d'incendie et de secours. Ces trois accès sont maintenus fermés en permanence. L'accès aux bâtiments du site est strictement réservé au personnel. L'accès aux personnes étrangères à l'établissement (transporteurs occasionnels, entreprises extérieures, visiteurs) est contrôlé. Ces dernières sont dans l'obligation lors de leur arrivée sur le site, de se présenter à l'accueil pour s'enregistrer, prendre connaissance des consignes de sécurité et signer le protocole de sécurité simplifié.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 8 : Moyens d'accès et de circulation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 62
Thème(s) : Risques accidentels - Accessibilité au site et circulation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>« L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.</p> <p>« Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage.</p> <p>« Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site dispose de trois accès dont un est réservé aux services d'incendie et de secours pour permettre leur intervention. Cet accès est maintenu dégagé en permanence selon les modalités d'accueil du SDIS définies dans le plan de défense incendie.</p> <p>Le jour de l'inspection, il est constaté l'absence d'encombrement susceptible de gêner la circulation des camions et le passage des engins de manutention, au droit de cet accès ainsi qu'au niveau des voies de circulation et des deux autres accès au site.</p> <p>Un plan de circulation est établi et est joint dans le protocole de sécurité simplifié mis à disposition à toute personne étrangère au site (chauffeur occasionnel, visiteur, transporteurs, entreprise extérieure). Le plan de circulation est également affiché à l'entrée du site au niveau de l'accès piétons et véhicules légers.</p> <p>Le plan de circulation figurant dans le protocole de sécurité simplifié, a été mis à jour après la visite d'inspection pour prendre en compte les observations de l'inspection. Le plan mentionne désormais le sens de circulation au niveau des deux accès véhicules légers et poids lourds, le sens de circulation sur les aires extérieures et la plateforme de transit, la séparation des flux entre les piétons, les VL et les PL, l'emplacement des deux zones de chargement/déchargement et la limitation de vitesse sur le site.</p> <p>Lors de la visite terrain, il a été constaté la présence de 3 panneaux de sens interdit permettant d'organiser la circulation sur les aires extérieures. Ces panneaux d'interdiction ne figurent pas sur le plan de circulation mis à jour.</p> <p>L'exploitant devra donc finaliser le plan de circulation format papier, et modifier celui qui est affiché à l'entrée du site pour disposer d'une signalisation adaptée à l'attention des personnes étrangères au site.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 Mois

N° 9 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
Thème(s) : Risques accidentels - Moyens d'intervention en cas d'accident
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.</p> <p>« L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>« Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.</p> <p>« En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site dispose de moyens de lutte contre l'incendie tels qu'une quarantaine d'extincteurs portables et sur roue répartis sur tout le site, d'un RIA muni d'un bidon d'émulseur, d'une bache d'eau de 240 m³ équipée de raccords pompier normalisés, d'un PIA et d'un système automatisé de canons à eau. Les deux derniers équipements ont été mis en place fin 2024-début 2025.</p> <p>Les extincteurs et le RIA sont vérifiés tous les ans par l'entreprise IMI Pro Service, le dernier contrôle datant du 11 octobre 2024. Pour les extincteurs, le rapport d'intervention indique que 9 extincteurs dont deux de 50 kg sur roue doivent être remplacés et 4 extincteurs sont absents à leur emplacement désigné. Les observations faites par l'organisme en charge du contrôle ont été levées le 16 octobre 2024 par le remplacement des extincteurs réformés et la mise en place des 4 extincteurs constatés manquants. Par contre, les deux extincteurs de 50 kg qui datent de 2013, n'ont pas été révisés, voire remplacés. L'inspection rappelle à l'exploitant que l'établissement doit disposer d'au moins 4 extincteurs de 50 kg, 3 placés dans le centre de transit et 1 implanté à proximité de l'aire de chargement/déchargement du centre de transit conformément aux dispositions des arrêtés préfectoraux du 29 juillet 2013 et du 17 janvier 2018.</p> <p>L'exploitant devra prévoir rapidement une révision générale des deux extincteurs de 50 kg ou leur remplacement s'ils sont endommagés. Les justificatifs des actions correctives mises en œuvre (devis, facture et photos des nouveaux appareils) seront transmis à l'inspection.</p> <p>S'agissant du RIA, le registre de sécurité ainsi que le rapport d'intervention mentionnent que l'appareil n'a pas été testé, la lance de filetage étant grippée. L'exploitant a précisé que le RIA fait l'objet de tests semestriels en interne avec report des dates et résultats des tests dans un fichier informatique. Ainsi les essais du 25 octobre 2024 et du 7 avril 2025 confirment le bon fonctionnement du RIA. De plus, l'étiquette d'inspection périodique annuelle de 2024 est constatée apposée sur le RIA.</p> <p>L'inspection constate que l'emplacement des moyens de lutte contre l'incendie ne sont pas reportés sur un plan général du site. L'exploitant devra établir un plan sur lequel figurera l'ensemble des appareils et équipements de lutte présents sur le site. Ce plan devra être annexé au plan de défense incendie.</p> <p>Par ailleurs, le site est équipé de détecteurs de fumée couplés à un SSI situé dans les bureaux administratifs. La détection incendie est vérifiée tous les ans par l'entreprise AàZ Courant Faible. Le dernier contrôle date du 3 juin 2024. Le registre de sécurité conclut au bon fonctionnement général du système de détection incendie (détecteurs de fumée et sirènes</p>

sonores). Par contre, le rapport d'intervention ne précise pas le nombre de détecteurs implantés sur le site, ni les locaux protégés par ces détecteurs.

L'inspection demande à l'exploitant d'établir un plan de localisation des détecteurs de fumées et des avertisseurs sonores implantés dans les différents bâtiments du site. Ce plan devra également être annexé au plan de défense incendie.

Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 Mois